

● (2100)

[Traduction]

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux d'avoir la possibilité de participer ce soir au débat et d'appuyer une motion des conservateurs progressistes. Elle souligne un sujet des plus urgents, soit l'échec complet du gouvernement face aux véritables problèmes auxquels les Canadiens sont aux prises actuellement. Elle dénonce en particulier l'obstination avec laquelle le gouvernement s'accroche à des méthodes et à des théories désuètes. Il a bien tenté par des moyens traditionnels de faire face au double problème du chômage et de l'inflation et il a misérablement échoué. Il est inutile d'essayer d'y réussir seulement en adoptant une politique monétaire et fiscale. Cela ne permettra jamais de répondre aux besoins des Canadiens. Si le gouvernement ne change pas son comportement, nous ne ferons que passer d'une situation où il y a trop de chômage à une autre où il y a trop d'inflation ou à une autre où il y a trop des deux comme ce fut le cas ces dernières années.

Il est tout à fait évident qu'on a besoin de quelque chose de nouveau, c'est-à-dire d'une politique du revenu, particulièrement dans le secteur rigide de notre économie, si nous voulons pouvoir faire face aux véritables besoins du Canadien moyen. Face à cette très grave situation, que fait le gouvernement? Pratiquement rien. Il crée une commission sur le prix des aliments. L'autre jour, presque aussitôt après avoir été nommée, la présidente de cette commission s'excusait publiquement au nom du gouvernement. Elle déclarait que les Canadiens ne voulaient pas de contrôles. C'était au moins son opinion, monsieur l'Orateur.

Une voix: Comment le sait-elle?

M. Hellyer: Mon ami demande comment elle le sait. C'est la question que je me suis immédiatement posée. Je me suis demandé à qui elle avait parlé. Peut-être avait-elle consulté la Chambre de commerce du Canada, l'Association canadienne des manufacturiers, le Congrès du travail du Canada ou, peut-être, le cabinet. Soyez assuré, monsieur l'Orateur, qu'elle n'avait pas consulté la population canadienne, le citoyen moyen du pays.

Des voix: Bravo!

M. Hellyer: Dans tous les questionnaires qu'ont expédiés les députés et dont j'ai pris connaissance au cours de la dernière année et demie, et où cette question a été posée à leur commettants concernant leur attitude vis-à-vis du contrôle des salaires et des prix, la réponse a été affirmative. Même dans le cas d'un des députés d'en face qui a envoyé un questionnaire à ses commettants de l'île de Montréal, dans lequel la question était posée de cette façon: Seriez-vous en faveur du contrôle des salaires et des prix, même si cela signifiait une forte augmentation au sein du fonctionnarisme? On a répondu irrésistiblement dans l'affirmative. Cela constitue une révélation fort choquante pour le ministre des Finances (M. Turner) et les autres apologistes du gouvernement qui déclarent que la population canadienne n'est pas prête à se laisser imposer des mesures draconiennes. Je me demande où ils obtiennent leurs renseignements.

Coût de la vie

Je présume que l'on devrait s'attendre vraiment à ce que le président de cette commission soit obligé, ou estime nécessaire, de parler en ce sens. Le fait d'être désigné au poste de chef d'un organisme dispendieux mais inefficace doit être très frustrant. Tous les mots pimpants qui ont été dits au sujet des répercussions de la publicité tapageuse sur les prix ne sont que de la foutaise et le gouvernement le sait fort bien. En réalité, il est intéressant de lire le discours du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Gray). C'est une paraphrase; en réalité c'est presque exactement le même discours que Mackenzie King a prononcé un jour dans les années 1920. C'est vraiment de notre temps! Laissez-moi vous assurer, monsieur l'Orateur, qu'il est tout à fait à point; il n'a pas plus de 40 ans, soit environ le même âge que le ministre.

Aujourd'hui, tout ce que le ministre des Finances a pu faire en réponse à un discours très intelligent prononcé en Chambre par le député de Don Valley (M. Gillies) a été de lancer une attaque personnelle contre le député.

Des voix: Honte!

● (2110)

M. Hellyer: Le député admet en toute franchise qu'il a changé d'idée depuis quelque temps sur la foi de nouvelles données et de nouvelles circonstances. C'est un signe d'intelligence. Mais comment le ministre des Finances ose-t-il jeter la pierre à quiconque change d'idée, lui qui le fait mieux que pas un?

Une voix: Turner-la-girouette!

M. Hellyer: Il l'a déjà fait très souvent, plusieurs fois durant la présente législature et sans aucun doute il le fera encore. Il devrait sûrement changer d'avis au sujet de la politique des revenus.

M. Bell: Il a également changé de circonscription.

Des voix: Bravo!

M. Hellyer: Cela ne lui servira à rien cette fois-ci d'être le défenseur du premier ministre (M. Trudeau). Si le parti libéral devait à nouveau devenir majoritaire sous la direction actuelle—le ciel nous en préserve—le ministre des Finances ne durerait pas 18 mois et il le sait. On l'immolera. Le premier ministre serait au bord des larmes, profondément affligé à la vue d'un homme donnant sa vie politique pour un ami.

Des voix: Bravo!

M. Hellyer: Le gouvernement a laissé la situation s'envenimer. La valeur du dollar canadien décline rapidement. Le gouvernement met l'inflation sur le dos de forces extérieures. C'est un phénomène mondial, nous dit-on; les prix mondiaux du cuivre s'accroissent; de même, les prix mondiaux du café.

Une voix: Le temps est mauvais aussi.

M. Hellyer: Le prix nord-américain du bœuf augmente; le prix nord-américain du bois de construction augmente; le prix international du vin français augmente.

Une voix: Et le prix du poisson?